

Les libéraux tardent à être dans les starting-blocks

SCRUTIN EUROPÉEN En attendant Macron, Verhofstadt, Rutte, Vestager et les autres...

► A moins de 100 jours de l'élection, l'ALDE n'est pas encore totalement en ordre de marche.

► La coalition avec En Marche tarde à se concrétiser.

► D'autres grains de sable ralentissent le décollage.

HELSINKI

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Toute élection, pour un parti, peut offrir un rayon de soleil. Comme s'achever par une douche froide. D'ici là c'est à un bain d'eau glacée que Charles Michel s'est, paraît-il, essayé, dans la capitale finlandaise frigorifiée. « Une expérience très relaxante à l'approche de moments politiques en mai qui vont être intenses », relate le Premier ministre belge aux côtés de son homologue local - et correligionnaire libéral - Juha Sipilä.

Charles Michel a débarqué cette semaine au pays des rennes pour une réunion de travail avec les autres chefs de gouvernement libéraux de l'Union européenne. Ils sont huit à la table du Conseil européen. Outre le Belge et le Finlandais, le Danois, l'Estonien, le Slovène et le Néerlandais se sont retrouvés à Helsinki - le Luxembourgeois et le Tchèque n'étaient pas de la partie. Au menu : Brexit, budget européen, sécurité, défense. Et élections, alors que les libéraux sont désormais donnés troisième famille politique, et non plus quatrième, selon les projections dévoilées lundi par le Parlement européen sur la base de sondages. Voilà qui aiguise les appétits.

Mais à moins de cent jours du scrutin européen, l'ALDE, l'Alliance des libéraux et démocrates pour l'Europe, n'est pas encore totalement en ordre de

marche. Au contraire des autres grandes familles politiques, de la gauche radicale à la droite en

passant par les Verts et les sociaux-démocrates, les libéraux n'ont pas joué le jeu du (ou du duo de) « Spitzenkandidat », cette figure censée incarner dans toute l'Europe leur prétendant à la tête de la Commission européenne, désignée en définitive par l'aréopage des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE. Un système dénoncé par les libéraux en l'absence de vraies listes transnationales, jugé ultrafavorable au PPE, le centre-droit dominant, dont le nommé, l'eurodéputé Manfred Weber, refuse par ailleurs d'attaquer frontalement le « problème Orban » (lire ci-dessous).

A la place, les libéraux ont opté pour la désignation d'une « Equipe Europe ». Ce team, de cinq à sept « top candidats », aurait dû être dévoilé par l'ALDE à Berlin, réunie en congrès électoral il y a une dizaine de jours. Mais le terrain s'est révélé impraticable : match remis. Vraisemblablement au mois prochain.

En cause : notamment les derniers réglages de la coalition qui tarde à se concrétiser avec le mouvement En Marche du président français Macron. En Marche n'est pas membre de l'ALDE.

Interrogés par *Le Soir* à ce sujet, les deux Premiers ministres ne sont guère diserts. « Ces élections seront déterminantes pour l'avenir de l'Europe. L'ALDE est en bonne position - au centre. Et le centre doit l'emporter. Le populisme est un danger pour l'Europe », débite Juha Sipilä. « S'agissant des relations entre l'ALDE et d'autres formations sur le plan européen, ce sera un président de l'ALDE Hans van Bualen (eurodéputé néerlandais depuis 2009 et membre du

VVD du Premier ministre Mark Rutte, NDLR), le moment venu, de s'exprimer », enchaîne Charles Michel. Circulez, il n'y a (pour l'instant) rien à voir !

En novembre pourtant, au congrès du parti réuni à Madrid, la déléguée En Marche à l'action internationale officialisait ce que le bouillant chef du groupe au Parlement européen, Guy Verhofstadt, avait deux mois plus tôt annoncé dans une interview à *Ouest-France*, brûlant la mèche un peu trop vite : « C'est l'ALDE qui est la base avec laquelle En Marche veut construire la coalition pour une

nouvelle Europe », avait déclaré Astrid Panosyan.

Mais depuis, les tractations se poursuivent et la « grande annonce médiatique de campagne » se fait attendre... Certes, le calendrier a été perturbé par l'irruption des gilets jaunes dans le calendrier du président français. L'idée cependant, nous dit un insider, c'est toujours d'officialiser, avant les élections, un « rapprochement », une « convergence sur l'Europe » autour de dix à quinze priorités communes, quitte à « structurer la coopération » avec En Marche après le scrutin. Il s'agirait d'abord de créer une plate-

forme, large, pas un parti unique. Laquelle lorgne non seulement les Marcheurs « ni à gauche ni à droite » de Macron, mais aussi du côté de Ciudadanos en Espagne voire de... Renzi, l'ex-chef social-démocrate du gouvernement en Italie.

Autre grain de sable dans la constitution de l'équipe de personnalités chargée de monter au front des élections : les ambitions de Guy Verhofstadt. L'ex-Premier ministre belge n'aurait pas abandonné son rêve de se hisser à la présidence du Parlement, fût-ce pour un demi-mandat, comme c'est devenu la tradition. Mais ce couronnement pénaliserait forcément les ambitions (cachées à ce stade) d'autres libéraux à d'autres postes. On pense à Mark Rutte, régulièrement cité pour la présidence du Conseil européen malgré ses dénégations (ou, pourquoi pas, à la tête de la Commission). Voire à... Charles Michel, si l'occasion s'en présentait, même s'il n'en dit rien : on voit bien que sa priorité va aux élections nationales.

Et puis, il y a le sort de la commissaire « superstar » Margrethe Vestager, qui hésite à s'avancer, se fait désirer, sur fond d'élections nationales prévues en juin. Libérale comme son Premier ministre Rasmussen, la commissaire sortante n'est pas, mais alors là pas du tout du même clan que lui et soutient même... son opposant politique. Au point, dit-on, que Rasmussen, irrité, pourrait... quitter l'ALDE pour rejoindre le PPE.

Ce qui ne ferait pas les affaires de Rutte, dont l'un des atouts pâlirait : celui d'apparaître aujourd'hui comme pouvant bénéficier du soutien de ses pairs autant du Nord que du Sud...

Tout cela devrait donc s'éclaircir le mois prochain, assure notre insider : « C'est le but. » ■

PHILIPPE REGNIER

LE CHIFFRE

8

Huit Premiers ministres libéraux siègent à la table du Conseil européen, qui s'estiment sous-représentés dans les « top jobs ». En hausse, d'après les sondages et avec l'appoint d'En Marche, la mouvance libérale pourrait passer de 68 à 97 sièges au Parlement.